

Perles



Michel Rocard.

Si le ridicule pouvait tuer...

Première scène : Président de la République ou rien...

Dans *France-Soir* (20 novembre 2010), une journaliste raconte son petit-déjeuner avec Pierre Moscovici. Bien que les *Cahiers du mouvement ouvrier* n'aient pas pour fonction d'évoquer la politique actuelle (il y a suffisamment d'organes multiples et divers dont c'est la tâche pour ne pas y ajouter notre très modeste voix), cette interview contient quelques perles qu'il est bon de fixer.

Pierre Moscovici se définit d'abord comme "un Parisien, intellectuel de gauche" (Parisien, certes, intellectuel... s'il le dit...), parti ensuite à Montbéliard, où il a découvert "la France des usines, des ouvriers". Pour comprendre cette France-là, "il faut y mettre son cœur et y plonger sans réserve (...). Si on pense que la vérité est à Paris, ça ne marche pas." On a peine à comprendre, car des ouvriers et des usines, il y en a aussi en Ile-de-France. Ceux de Montbéliard seraient-ils donc d'une autre nature ?

Puis la journaliste lui demande : "Qu'est-ce qui fait courir un politique ?"

Réponse : "L'adrénaline et le narcissisme." On se dit pourtant que les ouvriers de Montbéliard ne doivent guère apprécier le narcissisme d'un parlementaire.

Se battre pour des idées, pour un programme ? Moscovici n'évoque pas ce type de motivation.

Enfin vient le sommet de l'interview.

La journaliste lui demande : "Croyez-vous avoir un destin national ?"

Réponse : "Pour avoir un destin, il faut que soient réunis le talent et les circonstances. A droite, il y a de très grands talents qui n'ont jamais eu un destin. Philippe Séguin, François Léotard, Michel Noir, Gérard Longuet... C'est le cimetière des éléphants." Comme éléphants, on fait mieux, et comme grands talents, nettement mieux... La conclusion vaut son pesant : "J'ai envie d'aller plus haut, c'est vrai (...). Je pense juste que je pourrais être un jour président de la République. Aujourd'hui, c'est DSK, et j'espère qu'il le sera." Donc, DSK en 2012 et Pierre Moscovici en 2017.

La journaliste conclut son interview par une question inquiète : "Que ferez-vous après 2017 si vous n'êtes pas devenu entre-temps président ?"

Réponse : "Vers 2022, dans ce cas, j'arrêterai la politique."

Ce serait vraiment dommage.

Deuxième scène : Menaces de mort contre Luc Ferry...

Les enseignants s'en souviennent encore : lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale de Jacques Chirac, Luc Ferry fit imprimer une *Lettre aux enseignants*, tirée à 800 000 exemplaires (impression payée par le ministère de l'Éducation nationale) et distribuée aux ensei-

gnants, qui, en règle générale, ont jeté son livre à la poubelle ou aux ordures. (Quel gâchis de papier, certes, mais une fois le papier gâché par l'impression, que voulez-vous faire de la prose de Luc Ferry ?) Ceux qui ont gardé le souvenir de cet épisode comique quoique coûteux ne peuvent que lire avec délectation l'interview de Luc Ferry dans le *Monde Magazine* en date du 13 novembre 2010.

Le journaliste, évoquant *La Pensée 68*, son opuscule oublié de tous depuis longtemps (sauf de lui-même, de sa femme, de quelques amis complaisants et du journaliste du *Monde*), lui dit : “*En 1985, vous avez publié avec Alain Renaut La Pensée 68...*” Il n’a pas le temps de prononcer sa question que Luc Ferry se décoche à lui-même un violent coup dans les chevilles en déclarant : « *Ce livre a énormément compté dans l’histoire intellectuelle française parce que c’était le premier ouvrage qui osait prendre de plein fouet les grands “déconstructeurs” des années 1960, Derrida, Foucault, etc. (...). A cause de La Pensée 68, j’ai eu des menaces de mort, c’était fou.* »

Luc Ferry menacé de mort... On en frémit. Il ajoute aussitôt après cet épisode resté virtuel, heureusement pour la philosophie française : “*Je me suis rendu compte que ces grands maîtres qui faisaient de l’esprit critique le sel de la terre ne supportaient pas que cet esprit critique puisse se retourner contre eux.*” Faudrait-il comprendre que Derrida et Foucault auraient menacé Luc Ferry de le tuer ou poussé des séides à le menacer de mort pour un petit pamphlet assez dé-

risoire ? On n’ose l’imaginer, mais il faut avouer que la lecture des propos de notre ancien ministre pourrait laisser croire à de telles intentions homicides chez les deux “déconstructeurs” cités.

Le journaliste demandant alors à Luc Ferry si le qualificatif de “*philosophe à succès*” qui lui est attribué lui fait plaisir, Luc Ferry répond très modestement : “*Les plus grands philosophes avaient un immense public. On se bousculait aux cours de Kant.*” Diable ? Notre ministre serait-il donc de la même pointure ? Et il ajoute : “*Le propre de ma génération avec Finkielkraut, Comte-Sponville, etc., c’est d’avoir renoué avec le public.*”

Il est devenu ministre... “*Quand l’Elysée m’a appelé, déclare-t-il, je suis tombé de ma chaise.*” Hélas ! il s’est relevé...

Luc Ferry informe le lecteur *in fine* d’une nouvelle qui ne l’attristera sans doute guère : “*Je ne vais pas, à 60 ans, perdre mon temps à faire le guignol dans un ministère. Mon métier, c’est l’écriture.*” Il aurait pu y penser plus tôt et pourrait s’arrêter modestement là. Mais un coup de publicité auto-organisée ne fait pas de mal. Il ajoute donc : “*Mon livre le plus important de très loin, c’est La Révolution de l’amour. C’est le livre d’une vie. Il contient tous les autres.*” Si *La Pensée 68* “*a énormément compté dans l’histoire intellectuelle française*”, imaginons un peu quel sommet doit atteindre *La Révolution de l’amour* si c’est son livre “*le plus important de très loin...*” ! Après le mont Blanc, c’est l’Himalaya...

Où va se nicher le trotskysme !

DÉPÊCHE de l'AFP — 19 mars 2010, 14 h 54 : La justice russe a refusé vendredi d'ordonner la reprise de l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar de Russie, Nicolas II, close il y a un plus d'un an, a annoncé l'avocat des Romanov en critiquant le "*nihilisme légal*".

"Le tribunal a refusé de reconnaître illégale la décision sur la clôture de l'enquête", a déclaré Guerman Loukianov à l'agence Interfax.

La famille Romanov a saisi à la mi-janvier le tribunal Basmany, de Moscou, en demandant de juger "*illégale et infondée*" la décision du comité d'enquête du parquet russe de clore l'enquête.

"Le tribunal n'a pas examiné les arguments selon lesquels les Romanov avaient été tués au nom de l'Etat", a

souligné M^e Loukianov, cité par l'agence RIA Novosti, en dénonçant "*le trotskysme juridique*" et le "*nihilisme légal*".

Le tribunal Basmany a toutefois satisfait la demande de la maison Romanov obligeant le comité d'enquête à lui fournir une copie de la résolution sur la clôture de l'enquête.

Nicolas II, son épouse Alexandra et leurs cinq enfants avaient été faits prisonniers, puis exécutés par la Tcheka, la police politique de Lénine, le 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg, dans l'Oural.

La famille Romanov et l'Eglise orthodoxe doutent par ailleurs que des restes humains découverts en 2007 dans la région d'Ekaterinbourg soient ceux du tsarévitch et de sa soeur Maria, assassinés avec toute leur famille, malgré les résultats de tests ADN en Russie, aux Etats-Unis et en Autriche.

Jaurès assassiné une nouvelle fois !

APRÈS avoir été assassiné par Villain, puis par le socialiste Alexandre Zévaès, qui fut l'un des deux avocats de l'assassin et obtint son acquittement, Jaurès le fut par une cohorte de récupérateurs lui faisant dire le contraire de ce qu'il écrivait.

Dans une interview à *Direct Matin* (2 novembre 2010), Michel Rocard s'assimile à Jaurès. D'abord, il se vante : "*Regardez-moi ! Décolonisation, décentralisation, réconciliation avec les catholiques. Pardonnez-moi cette arrogance, mais j'en ai fait autant qu'un président.*" On avait cru jusqu'alors que les peuples colonisés s'étaient libérés et

décolonisés eux-mêmes dans les années 1950-1960, alors que Michel Rocard n'a été nommé Premier ministre qu'en 1988.

Puis, c'est le coup de cymbale final : "*La dynastie Jaurès, Blum, Mendès, Delors et moi-même, c'est la même chose.*"

Pauvre Jaurès ! Rappelons quelques-unes de ses déclarations, qui datent toutes de 1895 et 1898, extraites du recueil *Jaurès. Rallumer tous les soleils* (Omnibus, 2006).

"*L'histoire donne une réalité indéniable et sanglante à la lutte des classes, et cela depuis la Révolution*" (p. 267). "*Toujours, sous le déguisement des questions politiques et religieuses ou à dé-*

couvert, il y a depuis un siècle lutte sociale entre des classes antagonistes” (p. 270). *“Parce qu’il y a des classes, l’Etat est perpétuellement obligé d’user de la contrainte (...), l’Etat est incessamment obligé d’écraser ou d’intimider la force physique des masses par la force physique bien supérieure des armes organisées”* (p. 271). *“L’Etat a le service*

énorme de la dette, il est caporal, policier, gendarme” (p. 292). *“Par l’effet de l’existence des classes sociales, le règne de la démocratie n’est qu’apparent”* (p. 283).

Rocard ne pourrait ni ne voudrait signer aucune de ces lignes. La filiation qu’il affirme avec Jaurès est donc un abus grossier.

La prise de la Bastille : le 14 juillet 1785 ou 1793 ?

CE n’est pas une plaisanterie : plusieurs collègues d’histoire nous ont témoigné avoir reçu le conseil suivant de la part d’un IPR lors de la réunion de la commission d’harmonisation destinée, chacun le sait, à remonter systématiquement les notes jugées trop basses pour augmenter chaque année le nombre de reçus au baccalauréat : *“Ne sanctionnez pas une erreur de date de trois ou quatre ans. Cela n’a aucune importance !”* Il faut juger bonne la date quelque peu approximative. Donc, si la Première Guerre mondiale passe de 1914-1918 à 1918-1922 et la Seconde de 1939-1945 à 1943-1948, c’est bon, voire excellent. Or un fait est précis. Sa date est un élément constituant fondamental de sa réalité, pour l’individu comme pour la collectivité. C’est ce que nie brutalement le conseil donné ci-dessus aux correcteurs.

On avait déjà appris auparavant qu’il ne fallait pas opposer le système de connaissance(s) du professeur à celui de l’élève. Nous voici maintenant dans la dilution des repères temporels. Il ne manquerait plus, pour compléter le ta-

bleau de cette chasse à la connaissance, que la dilution des repères géographiques dans le genre : l’élève qui affirme l’existence d’une frontière commune entre le Sénégal et le Brésil ne saurait être considéré comme commettant une erreur significative, puisque les deux pays sont dans l’hémisphère sud et ne sont séparés que par de l’eau.

Une petite remarque : tous ces braves gens dirigés par Luc Chatel, de l’Oréal, sont de grands partisans de l’*“ouverture de l’école sur la vie”*. Essayez donc d’appliquer ce laxisme chronologique à votre banque (qui, à un jour près, prélève des agios) ou à l’administration des Impôts (qui, pour un jour de retard, vous taxe de 10 %)... Le résultat est garanti et aucune commission d’harmonisation ne baissera vos agios ou votre amende.

La désinvolture officielle dans le traitement des dates même importantes de l’histoire n’est donc pas seulement criminelle du point de vue de la connaissance elle-même, qui exige, dans tous les domaines, la précision, c’est de plus une fort mauvaise introduction à la vie...